

IL A RÉUNI JEUDI LES ÉLUS D'EL ISLAH Les orientations de Djahid Younsi

Fraîchement intronisés à la tête des APC et des APW, les élus d'El Islah ont reçu jeudi les orientations du premier responsable du parti. Djahid Younsi, président du mouvement El Islah, qui a présidé la première réunion du genre, a rappelé à ses troupes qu'elles représentaient un parti islamiste et qu'elles devaient prendre ce paramètre en considération dans la gestion des affaires de la cité. «Vous êtes avant tout les serviteurs de Dieu et vous ne devez pas l'oublier.

Vous devez être les dignes représentants du parti islamiste auquel vous appartenez» a martelé Djahid Younsi qui considère qu'après la période d'instabilité qu'a connue le parti, le retour à la «sérénité» devrait permettre de recentrer le débat au sein de la formation politique.

Les élus, qui ont fait le déplacement à la salle Hacène-Badi d'El Harrach, ont reçu l'assurance que leur parti «ne les abandonnera pas dans la nature».

Son premier responsable a, en effet, promis des cycles de formation en direction des présidents d'APC et autres membres des APC et des APW pour mieux gérer les collectivités locales.

S'il semble plutôt optimiste quant à l'avenir de sa formation, Djahid Younsi l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit d'évoquer la situation politique qui prévaut. Il estime, à ce sujet, que l'horizon démocratique tant souhaité par les formations politiques est encore loin d'être atteint. Même constat au sujet de la conjoncture économique car dit-il, il n'y a jamais eu autant de contradictions. «Il n'y a jamais eu autant d'argent et paradoxalement, il n'est pas utilisé à bon escient.

Si les gouvernements qui se sont succédés avaient investi ne serait-ce que 5% de la manne pétrolière dans les ressources humaines, la situation serait autre aujourd'hui» conclut le premier responsable d'El Islah qui ne semble pas opposé au retour de Djaballah, évincé du parti. Le cheikh devra cependant se contenter du «poste» de militant...

N. I.

SYNDICATS AUTONOMES Même combat, actions différentes

Le mois de janvier de cette année est entamé par l'appel à des actions de protestation émanant de plusieurs syndicats autonomes. Pratiquement les syndicats de tous les secteurs rejettent la nouvelle grille des salaires, revendiquent une implication dans l'élaboration des statuts particuliers et veulent une augmentation des salaires. Tout au long de ce mois, des actions sont programmées...

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Les syndicats autonomes ne veulent pas fléchir pour arracher une concrétisation de leurs revendications. Le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) sera le premier à regrouper ses troupes. Il a appelé au boycott des classes les 12 et 13 janvier prochains. Deux jours plus tard, soit le 15 janvier, après l'appel de la Coordination des lycées d'Algérie (CLA), 12 syndicats autonomes se joindront à lui pour tenir une journée de protestation.

Il s'agit du Syndicat national des vétérinaires de la Fonction publique (SNVFP), du Syndicat national des professeurs de l'en-

seignement secondaire et technique (Snapest), du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satel), de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE), du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), du Syndicat national des professeurs et docteurs en sciences médicales (SNPDSM), du Syndicat national des maîtres-assistants en sciences médicales (SNMASM), du Syndicat national algérien des psychologues (Snapsy), du Conseil national des

enseignants du supérieur (Cnes), et du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap). Ils se sont regroupés dans la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique. Elle devra se réunir le 6 janvier prochain pour la rédaction des préavis des grèves à remettre aux différentes tutelles le lendemain.

Deux jours plus tard, soit le 17 janvier prochain, l'intersyndicale autonome de la Fonction publique prendra le relais. En fait, cette intersyndicale regroupant CLA, Cnapest, Satel, Snapap, SNTTE, SNPEPM et le CECA a décidé d'organiser une conférence nationale sur le pouvoir d'achat et quelques jours plus tard, soit la troisième semaine de janvier, la tenue d'une grève accompagnée d'un rassemblement national à Alger.

Des décisions prises, a expliqué cette intersyndicale dans un communiqué de presse, après un

profond et large débat sur la situation sociale caractérisée par «une perte vertigineuse du pouvoir d'achat non prise en charge par la nouvelle grille des salaires et une opacité doublée d'une exclusion sidérante accompagnant l'élaboration des statuts particuliers et le régime indemnitaire». Ils ont réitéré la plate-forme de l'intersyndicale qui consiste en l'abrogation de l'article 87 bis, la révision à la hausse de la valeur à point indiciaire et l'ouverture de négociations sérieuses et transparentes à propos du régime indemnitaire et des statuts particuliers qui doivent consacrer l'intégration de tous les contractuels en exercice.

Enfin, le Syndicat national algérien des psychologues (Snapsy) envisage d'organiser dès le 27 janvier prochain un sit-in devant le siège du ministère de la Santé et de recourir à une grève nationale les 28, 29, 30 et 31 janvier prochains.

M. O.

APPEL DE LA COORDINATION DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS D'ALGER

Sécuriser les postes de travail

La Coordination des enseignants contractuels d'Alger (CECA) ne veut pas baisser les bras.

Réunissant son bureau exécutif mercredi dernier, pour la première fois depuis sa création le 19 novembre 2007, cette coordination compte poursuivre sa démarche en intensifiant ses actions revendicatives pour aboutir à la confirmation des enseignants contractuels afin d'assurer leur stabilité et préserver leur dignité. Après avoir tenu un sit-in devant la maison de la presse Tahar-Djaout du 22 décembre au 26 décembre 2007, elle ne veut pas s'en arrêter là. Sans toutefois indiquer ses prochaines actions, la Coordination semble vouloir

laisser les portes du dialogue ouvertes. «La coordination a exprimé à travers ce mouvement de protestation, décidé en toute conviction, le désarroi des enseignants contractuels qui ne peuvent endurer davantage les difficultés morales et sociales engendrées par la précarité de leur situation», ont expliqué les initiateurs de cette action dans un communiqué de presse. Ce mouvement a été soutenu, ont-ils souligné, par des enseignants des wilayas de Boumerdes, Tizi Ouzou, Bouira, Sidi Bel Abbès, Chlef, Médéa, Sétif et Tipasa.

La Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme ainsi que la majorité des syndicats de l'éducation ont tenu également

à exprimer leur soutien aux enseignants contractuels de la CECA. En fait, la Ligue algérienne des droits de l'homme s'est dit préoccupée par la multiplication des signes de précarisation sociale dans le secteur de l'éducation nationale. «Après les enseignants de tamazight et les professeurs d'arabe de Bouira menacés de congédiement après plus de dix ans de service, voilà les enseignants dits vacataires obligés de recourir à des manifestations de protestation publique pour faire connaître leurs revendications», a rappelé le président de cette ligue, maître Zehouane.

Une revendication qualifiée de «modeste» et qui consiste à se faire reconnaître et sécuriser à

des postes qu'ils occupent depuis plus de cinq ans.

La LADDH soutient ces revendications «légitimes» et affirme que les enseignants doivent être «rassurés et confirmés dans leurs fonctions au nom du principe des droits acquis et qu'il est abusif de maintenir en situation de précarité et sous contrat déterminé indéfiniment renouvelé ces fonctionnaires dévoués et loyalement attachés à leur métier».

Enfin, elle exhorte les autorités publiques compétentes en l'occurrence le chef du gouvernement et le ministre de l'Éducation nationale à prendre des mesures rapides et effectives pour apporter des solutions justes à ces situations.

M. O.

LE SNTTE MOBILISE UN MAXIMUM DE FONCTIONNAIRES La coordination des inspecteurs et celle des adjoints de l'éducation sont nées

La nouvelle grille des salaires a soulevé un véritable tollé dans le milieu syndical. Son application qui tarde à venir n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan face à son contenu largement contesté par les travailleurs de la Fonction publique.

Le mouvement syndical est sur le qui-vive. Le mois de janvier en cours sera, en toute vraisemblance celui de la protestation et des grèves à travers les différents secteurs de la Fonction publique, l'éducation en tête.

Pour une plus large mobilisation des fonctionnaires, le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE), l'aile de Abdelkrim Boudjenah qui a tenu

son conseil national mercredi et jeudi, a annoncé la création de deux coordinations nationales d'inspecteurs et d'adjoints d'éducation. Par cette initiative, le syndicat autonome aspire à une meilleure coordination de ces catégories du personnel de l'éducation, restées en marge, précisément dans la nouvelle grille des salaires. Il s'agit de les réhabiliter et de prendre en charge la fonction d'inspecteur et celle d'adjoint de l'éducation selon la spécificité des caractéristiques de ces deux postes. Dans un communiqué englobant l'ensemble des revendications et expliquant la nécessité d'aller vers une journée de protestation le 15 janvier, à laquelle a appelé la coordination nationale

des syndicats de la Fonction publique, le SNTTE a insisté sur l'augmentation du point indiciaire de «l'enseignant coordinateur du moyen et du secondaire».

Faut-il rappeler que tous les corps de la Fonction publique se sont soulevés sur ce point précis qui a été jugé injuste et incohérent avec l'ambition affichée par le gouvernement d'aller vers la reconnaissance et la revalorisation des compétences des cadres de l'Etat.

Sur le plan interne aux établissements, le conseil national du SNTTE a demandé un assouplissement des sanctions infligées aux enseignants.

Considérées très sévères, les enseignants encourent parfois

des sanctions de dégradation de leur statut et de réaffectation dans un autre établissement, injustement et pour des motifs insignifiants. Ce sont là quelques revendications qui s'ajoutent à celles des salaires et du statut particulier.

En dehors de toute la guéguerre enregistrée actuellement à l'intérieur des syndicats autonomes, majoritairement divisés, le principe reste toutefois le même. La dignité de l'enseignant n'est pas à vendre.

Tous s'accordent à dire que la grille des salaires issue d'un accord entre le gouvernement et l'UGTA est une honte pour les fonctionnaires de l'Etat.

R. M.